



CHAPITRE 54

Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques
et la Loi sur la qualification professionnelle
des entrepreneurs de construction

[Sanctionnée le 13 juin 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 152, a. 2,
mod.

1. L'article 2 de la Loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus, 1964, chapitre 152), modifié par l'article 1 du chapitre 52 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 65 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) par la suppression, dans la cinquième ligne du paragraphe 1^o, après le mot «établissements» du mot «industriels»;

b) par le remplacement du paragraphe 2^o par le suivant:

«proprié-
taire»;

«2^o le mot «propriétaire»: signifie et comprend une personne physique, une compagnie, une corporation ou la Couronne à titre de propriétaire, locataire ou possesseur;»;

«installa-
tions élec-
triques»;

c) par l'addition, dans la dernière ligne du paragraphe 3^o, après les mots «service public», des mots «ou à tout autre endroit déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil»;

d) par l'addition, après le paragraphe 9^o, des paragraphes suivants:

«construc-
tion pré-
fabriquée
fixe»;

«10^o Les mots «construction préfabriquée fixe»: signifient et comprennent un bâtiment construit en usine et installé ou destiné à être installé sur une fondation;

«chef com-
pagnon».

«11^o Les mots «chef compagnon»: signifient et comprennent un compagnon électricien qui assume la direction de travaux d'installation électrique pour le compte d'un propriétaire d'édifice public ou d'un fabricant de constructions préfabriquées.»

S.R.,
c. 152, a. 3,
mod.

2. L'article 3 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Plans et
devis.

«3. Dans les cas prévus par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, le détenteur d'une licence doit transmettre au bureau des examinateurs, avant de commencer des travaux, les plans et devis d'une installation électrique nouvelle ou des modifications à une installation électrique existante.

Renseignements.

Ces plans et devis doivent contenir les renseignements exigés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Délai.

Le bureau des examinateurs peut, dans le cas d'une modification à une installation électrique existante, accorder un délai de 30 jours, à compter du début des travaux, pour transmettre les plans et devis.»;

b) par la suppression du dernier alinéa.

S.R.,
c. 152, a. 4,
mod.

3. L'article 4 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement, dans les neuvième, dixième et onzième lignes du premier alinéa, des mots «de la licence «A» ou de la licence «B» qui en fait la demande» par les mots «d'une licence»;

b) par le remplacement du dernier alinéa par les suivants:

Condi-
tions.

«Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les conditions selon lesquelles un seul permis peut, durant la période qu'il fixe, être délivré pour tous les travaux effectués par le détenteur d'une licence.

Force
majeure.

Dans un cas de force majeure, le détenteur d'une licence qui ne peut obtenir un permis avant le début des travaux, doit en faire la demande au plus tôt.»

S.R.,
c. 152, a. 5,
mod.

4. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 66 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié par l'addition, dans la cinquième ligne, après le mot «électricien», des mots «ou chef compagnon».

Id., a. 6,
ramp.

5. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Raccorde-
ment inter-
dit sans
permission.

«6. Une compagnie de service public ou un service municipal ne peut raccorder à son réseau aucune installation électrique à moins d'avoir reçu une permission de raccorder délivrée par le bureau des examinateurs et une déclaration signée par le détenteur d'une licence attestant que les travaux qu'il a effectués sur cette installation électrique l'ont été conformément à la loi et aux règlements.

Raccorde-
ment après
approba-
tion de
plans et
devis, etc.

Lorsque le bureau des examinateurs estime qu'une approbation des plans et devis transmis en vertu de l'article 3 ou qu'une inspection est nécessaire, il ne donne la permission de raccorder qu'après cette approbation ou l'inspection des travaux.

Exception. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les cas où une compagnie de service public ou un service municipal peut effectuer un raccordement sans se conformer au premier alinéa.»

S.R.,
c. 152, a. 7,
remp.

6. L'article 7 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Inspection.

«**7.** Toute installation électrique peut être inspectée par un inspecteur du bureau des examinateurs.

Certificat
d'accepta-
tion.

À la suite d'une inspection, l'inspecteur émet, sur demande, un certificat d'acceptation aux personnes suivantes:

a) au détenteur d'une licence lorsqu'il constate que des travaux d'installation électrique sont conformes à la présente loi ou aux règlements;

b) au propriétaire lorsqu'il estime qu'une installation électrique existante offre une sécurité suffisante pour les usagers.»

S.R.,
c. 152,
aa. 8a, 8b,
aj.

7. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 8, des articles suivants:

Honori-
res d'ins-
pection.

«**8a.** Les honoraires d'inspection prévus à l'article 8 sont exigibles de l'employeur à qui le chef compagnon loue ses services ou, selon le cas, de l'entrepreneur électricien.

Fixation
des hono-
raires.

Les honoraires exigibles de cet employeur ou de cet entrepreneur électricien peuvent être fixés selon un montant annuel fixe auquel est ajouté un montant variable établi à partir d'un pourcentage de la masse salariale annuelle distribuée par cet employeur ou entrepreneur à des personnes affectées à des travaux d'installation électrique.

Taux
d'intérêt.

«**8b.** Le taux d'intérêt prévu à l'article 28 de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22) est applicable aux honoraires d'inspection prévus à l'article 8. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par règlement un taux d'escompte sur les honoraires d'inspection payés avant l'échéance.»

S.R.,
c. 152, a. 9,
remp.

8. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Modifica-
tions
requisies.

«**9.** Un inspecteur peut ordonner par écrit au détenteur d'une licence ou au propriétaire d'une installation électrique d'y apporter les modifications nécessaires dans le délai fixé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

Délai.

Ces modifications doivent être apportées sans délai lorsque les défauts présentent une source imminente de danger.

Suspen-
sion.

Une compagnie de service public ou un service municipal doit, à la demande du bureau des examinateurs, suspendre l'alimen-

tation en énergie électrique d'une installation électrique visée au deuxième alinéa.»

S.R.,
c. 152,
a. 10, mod. **9.** L'article 10 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe *b*, des mots «par les organismes qu'il détermine».

Id., a. 10a,
aj. **10.** Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 10, de l'article suivant:

Utilisation
d'un maté-
riau, etc. «**10a.** Le bureau des examinateurs peut, dans les cas déterminés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, approuver l'utilisation, pour les fins d'une installation électrique, d'un matériau, accessoire ou appareil électrique différents de ceux qui sont prescrits par règlement lorsqu'il estime que sa sécurité est équivalente à celle d'un matériau, accessoire ou appareil électrique prescrit par règlement.»

S.R.,
c. 152,
a. 13, ab. **11.** L'article 13 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 17a,
aj. **12.** Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 17, de l'article suivant:

Attribution
de
pouvoirs. «**17a.** Le ministre peut conférer temporairement à une personne autre qu'un inspecteur nommé en vertu de l'article 42, les pouvoirs accordés à cet inspecteur en vertu de la présente loi.»

S.R.,
c. 152,
a. 19, mod. **13.** L'article 19 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Bureau
d'exami-
nateurs. «**19.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un bureau d'examineurs composé de trois membres choisis parmi des personnes compétentes dans les travaux d'installation électrique.»

S.R.,
c. 152,
a. 21, mod. **14.** L'article 21 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 52 des lois de 1965 (1^{re} session) et remplacé par l'article 69 du chapitre 51 des lois de 1969, est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Sortes de
licences. «**21.** Il y a quatre sortes de licences, soit: les licences «A», «B», «A-2» et «A-3».»;

b) par l'addition, après le troisième alinéa, des alinéas suivants:

Licence
«A-2». «La licence «A-2» ne peut être délivrée qu'à un chef compagnon qui a exercé le métier de compagnon électricien pendant au moins deux ans, qui a subi avec succès les examens prescrits pour l'obtention de cette licence et qui a payé les honoraires prescrits. La licence «A-2» n'est valide que pour les travaux d'installation

électrique exécutés sur des édifices publics pour le compte d'un seul propriétaire et sous la responsabilité du chef compagnon. Elle est également valide pour les travaux d'installation électrique exécutés, sous la responsabilité du chef compagnon, aux installations électriques de ce propriétaire.

Licence
«A-3».

«La licence «A-3» ne peut être délivrée qu'à un chef compagnon qui a exercé le métier de compagnon électricien pendant au moins deux ans, qui a subi avec succès les examens prescrits pour l'obtention de cette licence et qui a payé les honoraires prescrits. La licence «A-3» n'est valide que pour les travaux d'installation électrique exécutés, sous la responsabilité du chef compagnon, sur des constructions préfabriquées fixes, pour le compte de leur fabricant. Elle est également valide pour les travaux d'installation électrique exécutés, sous la responsabilité du chef compagnon, aux installations électriques dont ce fabricant est propriétaire.»

S.R.,
c. 152,
a. 26, mod.

15. L'article 26 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots «par le bureau des examinateurs» par les mots «, selon le cas, par le bureau des examinateurs ou un inspecteur».

Id., a. 27,
mod.

16. L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 72 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 1°, des mots «A» et «B» par les mots «prévues à l'article 21».

Id., a. 34,
remp.,
aa. 34a,
34b, aj.

17. L'article 34 de ladite loi, modifié par l'article 74 du chapitre 51 des lois de 1969, est remplacé par les suivants:

Infractions.

«34. Commet une infraction quiconque:

a) fait une fausse déclaration lors de la demande de délivrance d'une licence, d'un permis ou d'un certificat;

b) entrave ou moleste un inspecteur ou autre fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions;

c) fait des travaux d'installation électrique sans détenir une licence ou un permis;

d) n'a pas renouvelé sa licence conformément à l'article 25;

e) n'a pas payé les honoraires établis en vertu de la loi ou des règlements;

f) viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité.

Peines.

«34a. Quiconque commet une infraction prévue à l'article 34 est passible, si aucune autre pénalité n'est prévue pour cette infraction, en outre du paiement des frais:

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus mille dollars;

c) pour une première récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au double des amendes prévues aux paragraphes a ou b, selon le cas;

d) pour toute autre récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au triple des amendes prévues aux paragraphes a ou b, selon le cas.

Infraction
et peine.

«**34b.** Toute personne qui fait défaut de se conformer à un ordre donné par un inspecteur en vertu de l'article 9 commet une infraction et est passible, pour chaque jour que dure l'infraction, en outre du paiement des frais:

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus mille dollars.»

S.R.,
c. 152,
aa. 35, 37,
ab.
Id., a. 38,
mod.

18. Les articles 35 et 37 de ladite loi sont abrogés.

19. L'article 38 de ladite loi est modifié:

a) par l'addition, dans la première ligne, après le mot «certificat» du mot «, permis»;

b) par l'addition, dans la quatrième ligne, après le mot «certificat» du mot «, permis»;

c) par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Activités
continues.

«Le propriétaire d'édifice public ou le fabricant de constructions préfabriquées fixes, qui fait exécuter des travaux d'installation électrique sous la responsabilité d'un chef compagnon qui ne remplit plus les conditions nécessaires à la délivrance de la licence A-2 ou A-3, peut continuer ces activités pour une période ne dépassant pas trois mois à compter de la date où le chef compagnon ne remplit plus les conditions précitées. En cas de décès du chef compagnon, ce délai est porté à six mois.

Remplace-
ment.

Doit être remplacé dans les trois mois, le membre, visé au troisième alinéa de l'article 21, qui cesse d'habiller le détenteur d'une licence «B» à détenir cette licence. En cas de décès, le délai pour son remplacement est porté à six mois.

Activités
continues.

En cas de décès d'un détenteur d'une licence «A», l'exécuteur testamentaire, les héritiers ou légataires, l'administrateur de la succession ou le représentant légal du défunt, selon le cas, peuvent continuer ses activités pour au plus six mois à compter de la date du décès.»

S.R.,
c. 152,
a. 40a, aj. **20.** Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 40, de l'article suivant:

Poursuite
pénale.

«**40a.** Sauf en cas de récidive dans les deux ans, aucune poursuite pénale n'est intentée en vertu de la présente loi ou de ses règlements à moins que la personne autorisée à l'intenter n'ait adressé par la poste au contrevenant un avis préalable décrivant l'infraction et spécifiant l'amende minimum, le montant des frais et l'endroit où le paiement doit être fait dans les dix jours suivant l'avis.

Paie-ment.

Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

Présomp-
tion.

Après ce paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

Respon-
sabilité civile.

Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

Avis
omis.

Le défaut de recevoir l'avis requis par le présent article ne peut être invoqué à l'encontre d'une poursuite pour infraction et il n'est pas nécessaire d'alléguer qu'il a été envoyé, ni d'en faire la preuve. Mais si l'inculpé, lors de sa comparution, admet sa culpabilité et prouve ensuite qu'il n'a pas reçu cet avis, il ne peut être condamné à payer un montant plus élevé que celui qu'il aurait été appelé à payer en vertu de l'avis.

Frais.

Le montant des frais prévu au premier alinéa est déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Les articles 47 et 48 ne s'appliquent pas à ce règlement.

Entrée en
vigueur.

Un tel règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, ou à toute date ultérieure qui y est fixée.»

S.R.,
c. 152,
a. 41, mod.

21. L'article 41 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les sixième et septième lignes, des mots «sous-paragraphe a du paragraphe 2° de l'article 34» par les mots «paragraphe e de l'article 34».

Id., a. 42,
mod.

22. L'article 42 de ladite loi est modifié:

a) par la suppression dans les huitième et neuvième lignes des mots «dûment qualifiés comme compagnons électriciens»;

b) par la suppression dans les dixième et onzième lignes des mots «dans tous les édifices de la province».

Id., a. 47,
remp.

23. L'article 47 de ladite loi est remplacé par les suivants:

Règlement. «**47.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer par règlement, ce qui doit être déterminé par règlement en vertu de la présente loi et faire tous autres règlements nécessaires pour la mise à exécution de la présente loi.

Projet. Un règlement adopté en vertu de la présente loi doit être précédé d'un projet qui doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec* avec un avis spécifiant que toute objection à son adoption doit être formulée dans les quarante-cinq jours.

Étude ou enquête. Le ministre peut ordonner toute étude ou enquête sur le bien-fondé de toute objection formulée à la suite de cet avis.

Adoption. «**48.** Après l'expiration du délai, ou, le cas échéant, après la tenue de l'étude ou de l'enquête dont fait mention l'article 47, le projet de règlement est soumis pour adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil. Un avis de l'adoption du règlement est publié dans la *Gazette officielle du Québec*, accompagné du texte des modifications, s'il en est.

Entrée en vigueur. Ce règlement entre en vigueur le jour de cette publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée.»

1975, c. 53, a. 84, remp. **24.** L'article 84 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (1975, chapitre 53) est remplacé par le suivant:

S.R., c. 152, a. 2, mod. «**84.** L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 52 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 65 du chapitre 51 des lois de 1969 et par l'article 1 du chapitre 54 des lois de 1978 est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

«maître électricien» et «entrepreneur électricien» signifient toute personne qui, pour autrui, exécute ou fait exécuter des travaux d'installation électrique, ou des travaux de réfection, de modification ou de réparation d'installations électriques;»

b) par le remplacement du paragraphe 8° par le suivant:

«licence»; «8° Le mot «licence» signifie une licence délivrée conformément à l'article 21 de la présente loi; cependant, lorsque ce mot est utilisé à l'article 3, aux premier et troisième alinéa de l'article 4 et aux articles 6, 7, 9 et 39 de la présente loi, il comprend également une licence délivrée à un maître électricien en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (1975, chapitre 53);».

1975, c. 53, a. 85, ab. **25.** L'article 85 de ladite loi est abrogé.

Id. a. 86,
remp.

26. L'article 86 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 152, a. 5,
remp.

«**86.** L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 66 du chapitre 51 des lois de 1969 et par l'article 4 du chapitre 54 des lois de 1978, est remplacé par le suivant:

Licence du
bureau des
examina-
teurs.

«**5.** Excepté dans les cas ci-après prévus, toute personne, compagnie, association ou corporation qui fait des travaux d'installation électrique comme chef compagnon doit, sous les pénalités ci-après édictées, obtenir au préalable, une licence du bureau des examinateurs électriciens, conformément à la loi.»

1975, c. 53,
a. 87,
remp.

27. L'article 87 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 152,
a. 8, mod.

«**87.** L'article 8 de ladite loi est modifié par l'addition dans la quatrième ligne après le nombre «21», des mots «, les permis prévus à l'article 4».

1975, c. 53,
a. 89,
remp.
S.R.,
c. 152,
a. 20, mod.

28. L'article 89 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**89.** L'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 68 du chapitre 51 des lois de 1969 est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° Faire subir des examens pour la délivrance des licences prévues à l'article 21;»;

b) par la suppression du dernier alinéa.»

1975, c. 53,
a. 90,
remp.
S.R.,
c. 152,
a. 21, mod.;
aa. 23, 24,
ab.

29. L'article 90 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**90.** a) L'article 21 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 52 des lois de 1965 (1^{re} session), remplacé par l'article 69 du chapitre 51 des lois de 1969 et modifié par l'article 14 du chapitre 54 des lois de 1978, est de nouveau modifié:

i. par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Sortes de
licences.

«**21.** Il y a deux sortes de licences, soit: les licences «A-2» et «A-3».»;

ii. par l'abrogation des deuxième et troisième alinéas.

b) l'article 23 de ladite loi est abrogé;

c) l'article 24 de ladite loi, remplacé par l'article 71 du chapitre 51 des lois de 1969 est abrogé.»

1975, c. 53,
a. 91,
remp.
S.R.,
c. 152,
a. 27, mod.

30. L'article 91 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**91.** L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 72 du chapitre 51 des lois de 1969 et par l'article 16 du chapitre 54

des lois de 1978, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes 2 et 5.»

1975, c. 53,
aa. 92-95,
ab.
Id., a. 96,
remp.

31. Les articles 92 à 95 de ladite loi sont abrogés.

32. L'article 96 de ladite loi est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 152,
a. 38, mod.

«**96.** L'article 38 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 54 des lois de 1978, est de nouveau modifié par la suppression des troisième et quatrième alinéas.»

1975, c. 53,
a. 97,
remp.
S.R.,
c. 152,
a. 39,
remp.

33. L'article 97 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**97.** L'article 39 de ladite loi, remplacé par l'article 76 du chapitre 51 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par les suivants:

Rapport à
la Régie.

«**39.** Lorsque le détenteur d'une licence omet de faire des modifications d'une installation électrique exécutée contrairement aux règlements, le bureau des examinateurs doit, s'il s'agit d'un entrepreneur électricien dûment qualifié par la Régie instituée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (1975, chapitre 53), en faire rapport à la Régie qui peut suspendre la licence du contrevenant.

Suspension
ou révocation
de
licence.

Le Bureau des examinateurs peut suspendre ou révoquer la licence de tout chef compagnon qui fait une installation contrairement aux règlements ou qui a obtenu sa licence sous de fausses représentations.»

Révision de
décision.

«**39a.** Le chef compagnon dont la licence est suspendue ou révoquée, peut demander au bureau des examinateurs de réviser une décision qu'il a rendue en vertu du deuxième alinéa de l'article 39 et dont il n'a pas été interjeté appel au tribunal visé à l'article 39b:

a) pour faire valoir des faits nouveaux qui, s'ils avaient été connus en temps utile, auraient pu justifier une décision différente;

b) lorsqu'il n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre;

c) pour faire corriger quelque erreur matérielle.

Délai
d'envoi.

La demande à cet effet doit être adressée au bureau des examinateurs, par lettre recommandée, dans les trente jours de la réception d'une copie de la décision sous pli recommandé.

Appel.

«**39b.** Le chef compagnon dont la licence est suspendue ou révoquée, peut en appeler au tribunal du travail institué par le Code du travail de toute décision rendue par le bureau des exami-

nateurs en vertu du deuxième alinéa de l'article 39 ou en vertu de l'article 39a.

Délai. L'appel doit être formé dans les trente jours de la date à laquelle la décision a été rendue au moyen d'un avis énonçant:

- a) le nom et le domicile du requérant;
- b) la date et la nature de la décision du bureau des examinateurs;
- c) les faits pertinents;
- d) les conclusions recherchées.

Confirmation, etc., de décision. «**39c.** Le tribunal du travail siégeant en appel peut confirmer, modifier ou infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.

Aucun appel.

La décision rendue par le tribunal du travail est sans appel.»

1975, c. 53, aa. 98, 99, ab.

34. Les articles 98 et 99 de ladite loi sont abrogés.

Entrée en vigueur.

35. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement à l'exception des articles 24 à 34 qui entreront en vigueur lors de l'entrée en vigueur des articles 83 à 99 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction. (*)

(*) Les articles 1 à 23 et 35 de cette loi sont entrés en vigueur le 1^{er} mars 1979 (Gazette officielle du Québec, 1979, page 1833).